Empowerment

Michaël Bourgatte

▶ **To cite this version:**

Michaël Bourgatte. Empowerment. Publictionnaire, 2021, http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/empowerment/. halshs-04119842

HAL Id: halshs-04119842
https://shs.hal.science/halshs-04119842

Submitted on 6 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Publictionnaire
Dictionnaire encyclopédique et critique des Publics

Empowerment

Michaël Bourgatte

Référence électronique
Michaël Bourgatte, Empowerment. *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 20 mai 2021. Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/empowerment/

Le Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics est un dictionnaire collaboratif en ligne sous la responsabilité du Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine) ayant pour ambition de clarifier la terminologie et le profit heuristique des concepts relatifs à la notion de public et aux méthodes d'analyse des publics pour en proposer une cartographie critique et encyclopédique.

Accès : http://publictionnaire.huma-num.fr

Cette notice est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 France. Pour voir une copie de cette licence, visitez http://creativecommons.org/licenses/by-ncnd/3.0/fr/ ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.

Empowerment

Éléments de définition

L'empowerment peut être regardé de deux manières : soit c'est un processus consistant, pour un individu ou un groupe d'individus, à donner davantage de pouvoir à d'autres personnes pour leur permettre d'agir sur le fonctionnement de la société. Soit c'est un processus par lequel un individu ou un groupe d'individus acquiert les moyens de s'émanciper et de renforcer sa capacité d'action. La question de l'empowerment est au cœur de la relation qui unit – parmi d'autres – une association militante, une institution culturelle, un organisme de santé ou d'intervention sociale à ses adhérents, à ses publics ou à ses usagers. Il comprend trois étapes : transmettre pour les uns et acquérir pour les autres des connaissances et/ou des compétences sur un sujet donné?; se libérer des modèles déterminants qu'on a intégrés et qui conduisent souvent à freiner la prise de conscience, l'autodétermination ou l'autocensure?; espérer une transformation pour soi-même, pour ceux qui nous entourent, mais aussi pour la société dans son ensemble (Bacqué, Biewenier, 2013a ; 2013b). Ce processus d'empowerment pourra conduire à des formes d'intervention le plus généralement ancrées dans la tradition de la démocratie participative (débats, manifestations…). Dans de plus rares cas, l'action sera radicale, violente ou révolutionnaire (saccages, séquestrations…). Une issue qui entre en écho avec les travaux du théoricien Antonio Gramsci (1891-1937), lequel, reprenant le vocabulaire des stratèges militaires, interrogeait dès le début du XX^{e} siècle les bénéfices d'une « guerre de position » face à la « guerre de mouvement ». Autrement dit : les acteurs sociaux doivent-ils mener une action qui passe par le dialogue ou par la confrontation avec les pouvoirs publics ? Doivent-ils espérer de simples changements ou carrément un renversement de l'ordre établi ? (Gramsci, 2012 [1930-1935]).

Le mot empowerment est issu de la langue et de la culture anglo-américaine. Malgré des tentatives de traduction ou de remplacement en langue française (pouvoir d'agir, capacité d'agir, encapacitation…), peu de mots se sont montrés capables de dire la complexité du terme en langue anglaise (Jouve, 2006). La philosophe Isabelle Stengers sera l'une des toutes premières à mobiliser le terme d'empowerment en français, mais en se refusant de le traduire. « J'aime bien ce terme, il est intraduisible » déclarera-t-elle dans un entretien accordé à la revue *Vacarme* en 2002. Ce caractère quasi intraduisible du mot explique qu'il soit le plus souvent utilisé tel quel dans la langue française, sans doute parce que le préfixe « em- » pointe une dynamique dans laquelle les acteurs sociaux sont à la fois les objets et les sujets, tandis que la particule « -power » renvoie confusément à deux choses en langue anglaise : le pouvoir et la puissance. Or, ces deux mots indiquent bien qu'on peut avoir du pouvoir (réel ou symbolique) sans nécessairement être en capacité de l'exercer. De la même manière, on peut avoir de la puissance (réelle ou symbolique) sans qu'elle ne puisse jamais se traduire sous la forme d'une prise de pouvoir (Potte-Bonneville sur France Culture, 2013 : https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-1ere-partie/quest-ce-que-lempowerment).

Une culture de l'intervention sociale et militante

L'usage du mot se diffuse durant la première moitié du XX^{e} siècle aux États-Unis dans le

champ du *Community Organizing* : organisations communautaires, regroupements citoyens ou militants. L'activiste Saul Alinsky (1909-1972), un des maîtres à penser de la gauche radicale américaine, l'utilise depuis longtemps. Mais il en donne une définition tardive dans son livre *Rules for Radicals* (traduit en français sous le titre *Être radical*) où il promeut les vertus d'une société organisée selon un principe de démocratie participative et de pouvoir distribué (2011 [1971]). C'est à cette définition originelle que tout le monde se réfère. L'usage du mot se répand ensuite tout au long des années 1970 quand la critique marxiste traditionnelle – organisée autour de la question de la lutte des classes – recule au profit de revendications communautaires comme « la libération des femmes, la question raciale, les droits des homosexuel·les, les identités régionales ou l'écologie » (Bacqué, Biewener, 2013b : 26). Des mouvements qui « participent d'une politisation du social » (*ibid*.), ainsi que de l'émergence de sphères d'action « micropolitique » (Feenberg, 2014 : 174) consistant à intervenir sur « un seul problème » parfois « en un seul endroit » (*ibid.* : 179).

En Amérique latine, où les populations pauvres sont marginalisées, la problématique de l'empowerment devient saillante durant cette même période. Le philosophe et pédagogue brésilien Paulo Freire (1921-1997) promeut un modèle d'émancipation des opprimés qui passe par une nécessaire alphabétisation à mettre en œuvre au sein de mouvements d'éducation populaire avec l'objectif de transformer ou de renverser les rapports de force pour construire une société plus équitable. Ainsi voit-on se développer une vision profondément sociale et humaniste de l'empowerment : « Personne ne libère personne, personne ne se libère seul, les hommes se libèrent ensemble par l'intermédiaire du monde » nous dit-il (1974 [1969] : 6). En France, bien que le mot ne soit pas encore utilisé, il est incontestable que des mouvements associatifs, assimilables à ceux repérés aux États-Unis ou en Amérique du Sud, existent et agissent dans le sens d'un renforcement de la connaissance et du pouvoir d'agir au sein de la population : on pensera à Peuple et Culture qui lutte contre les inégalités d'accès à la culture, à SOS Racisme qui intervient sur des questions liées au racisme ou encore à Act Up qui milite auprès des personnes atteintes du Sida.

Cependant, la pratique de l'empowerment ne relève pas uniquement de la seule action des mouvements militants de l'éducation populaire ou non formelle. Les enseignants, de la maternelle à l'Université, ont eux aussi une mission d'éducation citoyenne à côté de l'obligation qu'ils ont de transmettre des connaissances visant à répondre aux attendus des *curricula*. Dès la fin des années 1960, on voit fleurir un peu partout dans le monde des projets mêlant innovations pédagogiques et empowerment. La création du centre universitaire de Vincennes à la suite des événements de Mai 68 en est un excellent exemple. Certains de ses artisans, comme Hélène Cixous ou Georges Lapassade (1924-2008), ont toujours mis en avant leur goût pour l'expérimentation et l'innovation en recherche comme en pédagogie : nouvelles approches des textes littéraires, introduction des études de genre, pratique d'une ethnographie de proximité ou encore exploration des cultures urbaines. C'est plus largement une nouvelle ère qui s'ouvre durant laquelle les pédagogies dites nouvelles du début du siècle connaissent un nouveau souffle (pédagogies Decroly, Freinet, Montessori, Steiner).

Au cours des années 1980, l'usage du mot se diffuse chez les libéraux et les conservateurs, lui faisant perdre sa radicalité. Le projet de justice sociale qu'il recoupe originellement se transforme en principe de réussite individuelle. Chacun doit être entrepreneur de sa propre vie. Cela passe notamment par une vision de l'administration ou de l'entreprise dans

lesquelles l'initiative et les performances individuelles sont soutenues (Osborne, Gaebler, 1992). Le mot circule également au sein de groupes d'experts à l'ONU, notamment au sein du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), ou à la Banque mondiale qui en appellent à une responsabilisation des tous les humains, et notamment des plus démunis, avec l'idée sous-jacente d'atteindre une forme d'autonomie dans la prise en charge de sa propre vie. Pour cela, ces organismes soutiennent l'auto-entrepreneuriat ou le recours au crédit. En 1993, le câble américain se voit même enrichi d'un canal profondément conservateur au nom éloquent : *National Empowerment Television*. L'objectif est clair : peser sur la vie politique. « Dans un contexte où dominent les idées néolibérales, cette intégration se fait au prix de l'affaiblissement de [la] portée radicale » de la notion (Bacqué, Biewener, 2013b : 26). Dès lors, cette nouvelle définition de l'empowerment n'a jamais cessé d'être mobilisée, en particulier dans les milieux technologiques ou en politique.

Une idéologie chère au milieu de l'informatique et du numérique

La notion d'empowerment – traditionnellement mobilisée dans le champ de l'intervention sociale et militante – trouve un espace d'expansion dans les milieux informatiques durant les années 1970 et 1980. C'est dans cet environnement qu'elle connaîtra une seconde vie et une carrière importante : son usage y est totalement banalisé aujourd'hui. Ces milieux sont peuplés de gens remplis d'idéaux humanistes qui voient dans l'ordinateur, puis dans les réseaux, un formidable moyen de formalisation et de diffusion de la connaissance (on pensera à des figures comme l'initiateur du mouvement du logiciel libre Richard Stallmann ou le porteur d'un projet avorté d'un internet ouvert et éthique Ted Nelson) (Crémer, Gaudeul, 2004?; Darras, Lancien, 2012). Pour eux, les artefacts techniques (dont l'ordinateur) ont une valeur émancipatrice. Dans cette perspective, l'empowerment n'opère plus d'une personne à une autre, mais depuis la machine vers ses utilisateurs (même si la machine a été façonnée par des femmes et des hommes et qu'elle contient avant tout de l'information humaine – Doueihi, 2016). Pour nommer ce processus d'apprentissage unissant une machine et un être humain, l'activiste et journaliste Kevin Kelly – fondateur de la célèbre revue *Wired* tournée vers les cultures technologiques – parlera de self-empowerment (Peugeot, 2015).

En France, on l'a vu, le mot d'empowerment (tout comme ses déclinaisons ou ses traductions) a fait l'objet d'un usage tardif. Ce sont les activistes du numérique, et en particulier ceux de l'Internet citoyen très engagés aux côtés d'activistes associatifs ou de mouvements politiques, qui ont popularisé l'usage du mot (la fondation Framasoft pour le logiciel libre, le mouvement de la Quadrature du net qui lutte pour que l'Internet reste un outil d'émancipation ou l'école Simplon qui veut faire du numérique un moyen d'émancipation) (Proulx, Couture, 2006). Des acteurs vertueux du numérique qui tentent de rejouer les utopies fondatrices (Proulx, 2012). Leur objectif est de faire en sorte que le numérique et l'Internet ne deviennent pas de nouveaux vecteurs d'exclusion, qu'il n'y ait pas de fracture numérique en fonction de son appartenance sociologique (être riche ou pauvre, diplômé ou non) ou de sa localisation géographique (habiter en zone urbaine ou rurale) et que des formes de participation citoyenne s'installent peu à peu au sein de la société (Mabi, Theviot, 2014).

La notion est ensuite mobilisée dans les programmes politiques soutenant les actions d'e-inclusion ou d'usages inclusifs du numérique. Des programmes qui s'ancreront dans une dynamique libérale d'encapacitation (une des traductions françaises du mot empowerment)

des acteurs sociaux. C'est notamment la publication d'un rapport du Conseil national du numérique sous la présidence de François Hollande qui en popularisera l'usage : « Citoyens d'une société numérique. Accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion » (CNNum, 2013). Si certains, à l'instar de Peugeot (2015), soutiennent que la dynamique de ce gouvernement aura permis de mieux faire dialoguer « les acteurs venus du monde du travail et celui du numérique », il apparaît aussi que la politique sociale-démocrate de ce gouvernement aura surtout œuvré dans le sens d'un renforcement des investissements issus du privé dans des secteurs aussi variés que l'éducation, l'accès à l'emploi, les services de santé ou l'information administrative. Le seul cas de la pénétration massive et rapide de la culture américaine des Edtechs (ou technologies éducatives) dans les écoles françaises en témoigne (Tessier, 2019).

Quelle différence entre empowerment et agency??

L'usage du mot empowerment se confond souvent avec celui d'*agency* (parfois traduit par « agentivité »), car leurs définitions respectives sont proches. Ces deux mots renvoient effectivement à des questions de connaissance, de pouvoir, mais aussi de contexte dans lequel les acteurs sociaux interviennent (Feenberg, 2014). D'un côté, il y a des individus qui (1) développent une expertise sur un sujet et (2) qui exercent ou cherchent à exercer leur influence (3) en profitant opportunément d'un contexte favorable (changement de mœurs, crise sociale, action politique…). D'un autre côté, il y a des acteurs sociaux qui, (1) dans un contexte spécifique ou parce qu'ils se préoccupent d'une question de société, (2) cherchent à acquérir de la connaissance (3) pour être ensuite en capacité d'agir. Il y a pourtant une différence entre l'agency (ou agentivité) qui est utilisée dès lors qu'on se positionne du point de vue du sujet, là où l'empowerment qualifie un processus et le résultat de ce processus, prenant en compte les conditions de circulation des connaissances (*ibid*.).

Chez Andrew Feenberg, l'agency renvoie à l'intervention d'acteurs sociaux cherchant à renverser l'ordre établi. Ainsi, dans un contexte de gouvernance technocratique, on peut considérer, par exemple, les compteurs électriques intelligents de type Linky comme utiles pour rationaliser la consommation électrique et les dépenses énergiques des citoyens. Mais dès lors qu'on adopte une approche critique de la technocratie, on va considérer que les citoyens peuvent aussi trouver que cette pratique a un caractère intrusif et qu'il convient de l'interdire ou de la réglementer (notamment parce qu'il y a une récolte des données de consommation trop régulière). C'est ainsi que des associations de consommateurs, des groupements citoyens et certains élus ont engagé des procédures judiciaires ces dernières années (Draetta, Tavner, 2019).

La philosophe Judith Butler utilise également le mot d'agency pour explorer la capacité des êtres humains à agir au-delà de ce qui les déterminent *a priori* (leur sexe, leur genre…), mais aussi leur capacité à résister à des faits ou des représentations qui façonnent la société (la domination masculine, les conflits raciaux…). Son travail – philosophique et militant – intervient à un moment de l'histoire sociale et de l'histoire des idées où il y a de profondes mutations dans l'acceptation de causes telles que la libération des femmes, des noirs ou des homosexuels. D'ailleurs, la définition qu'elle donne de l'agency valorise l'action des agents sociaux et, pour cela, elle se réfère à la notion de performativité de John L. Austin (1911-1960) qui a révélé que certains actes langagiers n'ont pas qu'une simple valeur d'échange : ils permettent de réaliser des choses (1962). De la même manière, des individus accomplissent des actes (par la parole, mais aussi par leur comportement) qui bouleversent

l’ordre du monde (Butler, 2016 [2006]?; Butler, 2006 [1990]). Dans l’aire francophone, le mot d’agency fait l’objet d’une utilisation par des chercheurs spécialistes du genre, dans le sillage des travaux de Judith Butler, pour pointer l’engagement de certains agents sociaux dans des activités : par exemple, celui de jeunes filles issues de milieux populaires qui s’inscrivent dans des clubs de foot et qui participent ainsi à l’évolution des mentalités et de la culture hautement masculine rattachée à ce sport (Malatesta, Jaccoud, Golay, 2014).

En reprenant ces deux derniers cas, des militants anti-Linky ou de ces jeunes footballeuses, on pourrait tout aussi bien s’engager dans l’analyse de comptes-rendus d’assemblées générales d’associations luttant contre l’installation de compteurs électriques intelligents ou faire une étude des récits médiatiques autour du sport féminin. On se préoccuperait alors de l’inscription et de la circulation sociale de ces deux phénomènes et on parlerait d’empowerment. Ce qui veut dire que l’agency est plus en adéquation avec un travail d’analyse des pratiques tangibles : on s’intéresse à l’action des agents sociaux en mobilisant des méthodologies anthropologiques, ethnographiques ou sociologiques. Tandis que l’empowerment fait plus directement écho à des recherches sur le parcours de phénomènes sociaux telles qu’on les pratique dans les sciences de la communication ou dans la science politique (sans que l’usage de l’un et l’autre de ces deux mots ne soit rattaché à une discipline et à une méthode).

Longtemps cantonnés à un seul usage dans les discours d’experts – en particulier dans les milieux militants et scientifiques – l’agency (ou agentivité) et l’empowerment (ou pouvoir d’agir) ont peu à peu connu un retentissement médiatique, puis social. La fortune du mot d’empowerment est sans doute à mettre au crédit de son utilisation conjointe dans trois milieux distincts : celui de l’intervention sociale et militante, celui de l’entrepreunariat et celui des organismes supranationaux (FAO, Unicef…) dont on sait qu’ils mènent aussi des combats sémantiques (la paix, l’inclusion, le micro-crédit ou l’empowerment). Autour de cette notion, on exalte partout l’épanouissement et la réussite des acteurs sociaux dans des dynamiques qui peuvent être tour à tour progressiste, capitaliste ou humaniste. Le citoyen éclairé capable de se repérer et d’agir en société est aussi un acteur économique qui a des droits (s’enrichir) et des devoirs (participer au progrès d’une société, en particulier dans les pays en voie de développement). C’est ainsi que le mot est aujourd’hui confusément employé par des idéalistes, des entrepreneurs ou des politiciens, dans des contextes d’éducation formelle, non formelle ou d’autoformation, dans des milieux associatifs ou culturels, dans des entreprises ou au sein des institutions d’État.

Bibliographie

Alinsky, S. D., 1971, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, trad. de l’anglais par O. Hellier et J. Gouriou, Aden, 2011.

Austin J. L., 1962, *How to do things with Words*, Cambridge, Harvard University Press.

Bacqué, M.-H., Biewener, C., 2013a, *L’Empowerment, une pratique émancipatrice*, Éd. La Découverte.

Bacqué, M.-H., Biewener, C., 2013b, « L’empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation?? », *Idées économiques et sociales*, 173, pp. 25?32.

Butler, J., 2006, *Défaire le genre*, trad. de l'anglais par M. Cervulle, avec la collab. de J. Marelli Paris, Amsterdam, 2016.

Butler J., 1990, *Trouble dans le genre*, trad. de l'anglais (États-Unis) par C. Kraus, Paris, Éd. La Découverte, 2005.

CNNum, 2013, *Citoyens d'une société numérique. Accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir. Pour une nouvelle politique d'inclusion*.
Accès : https://cnnumerique.fr/files/uploads/2018/CNNum_rapport_Inclusion_oct2013.pdf (le 1 avril 2021)

Crémer, J., Gaudeul, A., 2004, « Quelques éléments d'économie du logiciel libre », *Réseaux*, 124, pp. 111?139.

Darras, B., Lancien, T., 2012, « Généalogie de l'hypertexte comme média à partir d'entretiens avec Ted Nelson ». *MEI*, 34, pp. 11?25.
Accès : https://mei-info.com/wp-content/uploads/2015/03/MEI_34_01.pdf

Doueihi, M., 2016, *Apprentissage et humanités numériques. Une longue histoire*. Colloque « Les Humanités numériques pour l'éducation », ICP, Paris. Accès : https://www.youtube.com/watch?v=ylSXlpfll70&feature=youtu.be (le 1 avril 2021)

Draetta, L., Tavner, B., 2019, « De la «?fronde anti-Linky?» à la justification écologique du *smart metering?:* retour sur la genèse d'un projet controversé », *Lien social et politiques*, 82, pp. 52?77.

Feenberg, A., 2014, « Technique et agency », *Revue du MAUSS*, 43, pp. 169?180.

France Culture, 2013, *Qu'est-ce que l'empowerment?? Avec François Cusset, Mathieu Potte-Bonneville et Patrick Bouchain*. Accès : https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-1ere-partie/quest-ce-que-lempowerment (le 1 avril 2021).

Freire, P., 1969, *Pédagogie des opprimés* suivi de *Conscientisation et révolution*, trad. du brésilien, Paris, F. Maspero, 1974.

Gramsci, A., 1930-1935, *Guerre de mouvement et guerre de position*, trad. de l'italien, textes choisis et présentés par R. Keucheyan, Paris, Éd. La Fabrique, 2012.

Jouve, B., 2006, « L'empowerment?: entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, 8, pp. 5?15.

Mabi, C., Theviot, A., 2014, « S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques », *Politiques de communication*, 3, pp. 5?24.

Malatesta, D., Jaccoud, C., Golay, D., 2014, « Des publics juvéniles fabricants de cultures sportives », *Agora débats/jeunesses*, 68, 113?126.

Osborne, D., Gaebler, T., 1992, *Reinventing Government. How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*. New-York, Addison-Wesley.

Peugeot, V., 2015, « Brève histoire de l'empowerment : à la reconquête du sens politique », *VECAM*. Accès : https://vecam.org/Breve-histoire-de-l-empowerment-a-la-reconquete-du-sens-politique (le 1 avril 2021)

Proulx, S., 2012, *La Puissance d'agir des citoyens dans un monde fortement connecté*. Actes du colloque Raudin. Accès : http://raudin.u-bordeaux-montaigne.fr/colloque2012/doc/SergeProulx.pdf (le 1 avril 2021)

Proulx, S., Couture, S., 2006, « Pratiques de coopération et éthique de partage à l'intersection de deux mondes sociaux : militants du logiciel libre et groupes communautaires au Québec », pp. 137-152, *in* : Penalva J.-M., dir., *Intelligence collective*, Paris, Presses des Mines.

Stengers, I., 2002, « Une politique de l'hérésie », *Vacarme*, 19, pp. 4-13.
Accès : https://vacarme.org/article263.html (le 1 avril 2021)

Tessier, L., 2019, *Éduquer au numérique?? Un changement de paradigme*, Paris, MkF.